

# *Des **f**ondations pour une **n**ation*

En route vers un Canada  
plus prospère, plus vert  
et plus juste



**Liberal** 



Le Parti libéral du Canada estime que le bien être des villes et des collectivités du Canada doit être au centre des plans à long terme de notre merveilleux pays.

Les Canadiens et Canadiennes résident pour la plupart dans les villes, qui sont des moteurs de notre économie, de même que des centres culturels, universitaires et sportifs de notre pays. Sans des villes et collectivités dynamiques et sûres, l'économie canadienne est menacée et notre qualité de vie stagne.

L'engagement du Parti libéral envers les villes et collectivités représente la raison fondamentale pour laquelle le caucus urbain libéral a été mis sur pied l'automne dernier. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a confié à ce groupe la mission de mettre à contribution le partenariat constitué entre le caucus libéral et les dirigeants municipaux et provinciaux du Canada pendant les mandats de MM. Chrétien et Martin. Pour ce faire, le caucus urbain libéral a réuni plus d'une centaine de personnes représentant les dirigeants et intervenants des provinces et des municipalités canadiennes.

Notre premier objectif consistait à entendre ce que ces dirigeants ont à dire sur le rôle positif que le gouvernement fédéral peut jouer dans l'essor des villes et collectivités canadiennes.

Cette démarche contraste nettement avec celle qu'a adoptée le gouvernement conservateur minoritaire. Le Premier ministre Stephen Harper a clairement indiqué aux dirigeants municipaux du Canada de ne pas s'attendre à recevoir d'aide du gouvernement fédéral pour régler leurs problèmes. Par un haussement d'épaules, le Premier ministre a abandonné les villes canadiennes.

Nous estimons que ce manque de leadership de la part du gouvernement fédéral conservateur sera très nuisible à l'économie canadienne et à la vie de tous les Canadiens et Canadiennes.

Dans les pages qui suivent, nous énonçons une vaste gamme de problèmes auxquels les villes et collectivités sont confrontées. Le défi le plus important provient peut être du besoin de logement abordable. De Vancouver à Halifax, et de notre plus grande ville, Toronto, aux petits centres urbains, notamment Sault Sainte Marie, la pénurie de logements abordables suscite beaucoup de craintes chez nos dirigeants municipaux. Toutefois, ce qui frappe le plus, c'est la nature commune des problèmes auxquels toutes les collectivités sont confrontées. Que nous rencontrions le maire de Kilarney, en Ontario (493 habitants) ou celui de Montréal (1,6 million d'habitants), les problèmes abordés sont étonnamment semblables : logement, loisirs,

salubrité de l'eau et infrastructure. Aucune ville, quelle que soit sa taille, n'y échappe.

Les recommandations formulées dans le présent rapport ne sont que des recommandations. Nous savons que les ressources publiques sont rares et que la demande est très grande. Cette rareté ne doit toutefois pas nous empêcher d'agir. En fait, l'avenir du Canada exige une vision audacieuse. Le dynamisme de nos villes et collectivités est essentiel pour la prospérité du Canada.

Le présent document renferme les points de vue exprimés dans les collectivités de partout au pays. Nous espérons qu'il deviendra la base du maintien des liens solides entre le Parti libéral et les dirigeants provinciaux et municipaux du Canada. Les problèmes ne se régleront pas du jour au lendemain. Nous croyons toutefois qu'ils peuvent être résolus lorsque tous les pouvoirs publics uniront leurs efforts au sein d'un partenariat inscrit dans le cadre financier actuel, compte tenu d'autres priorités.



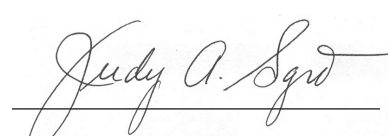
**Paul Zed, député**

Porte parole libéral chargé  
des villes, des collectivités  
et de l'infrastructure



**L'hon. Larry Campbell**

Président du caucus  
urbain libéral



**L'hon. Judy Sgro, députée**

Vice-présidente du caucus  
urbain libéral

# Table des matières

Une démarche intégrée.....	5
Démolition du château de cartes conservateur .....	8
Enjeux fondamentaux.....	10
Partenariat .....	10
Logement .....	11
Infrastructure .....	13
Transports en commun .....	16
Loisirs .....	17
Sécurité des collectivités.....	17
Modèle de financement .....	18
Agissons .....	21
Conclusion .....	24
Des consultations publiques du caucus urbain.....	26
Votre point de vue .....	30



# Une démarche intégrée

Dès le début des consultations, il est devenu évident qu'il serait inutile de tenter de régler la multitude de problèmes auxquels sont confrontées les collectivités canadiennes en prenant ces problèmes isolément. Les villes et collectivités ont besoin de stratégies intégrées pour garantir leur compétitivité et leur prospérité. À partir du transport en commun jusqu'au logement abordable, en passant par les routes, la salubrité de l'eau propre et de l'air et la prévention de la délinquance, les besoins de nos collectivités sont intimement liés les uns aux autres et à la prospérité de notre pays.

Cette démarche intégrée est importante aux niveaux local et national. Comme l'a expliqué le maire de Kitchener, Carl Zehr, nous devons cesser d'appliquer une perspective constitutionnelle aux problèmes d'infrastructure municipale et nous devons commencer à les envisager comme des problèmes économiques. La piètre qualité de l'infrastructure mine l'économie canadienne. À titre de gardien de l'économie canadienne, le gouvernement fédéral a le devoir de collaborer avec les provinces et les autorités municipales pour que nous puissions compter sur une infrastructure qui nous permettra d'assurer la prospérité de notre économie.

Les villes doivent être des endroits où les sociétés souhaitent investir, où les travailleurs du savoir de demain désirent s'implanter et où l'industrie puisse trouver une main d'œuvre qualifiée. Les villes doivent donc offrir l'infrastructure matérielle permettant de transporter les travailleurs, et proposer des choix qui les rendent attrayantes sur les plans de la culture et des loisirs. Elles doivent également veiller à ce que tous les groupes de la population, quelle que soit leur situation matérielle ou économique, aient la chance de prospérer. Cet objectif ne peut être atteint que si les trois pouvoirs publics unissent leurs efforts pour établir des priorités et trouvent les solutions nécessaires. Les municipalités doivent également avoir leur mot à dire. En outre, à titre de représentants des pouvoirs publics, nous devons trouver des solutions à la fois nouvelles et meilleures pour régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le monde qui nous entoure devient de plus en plus complexe et intégré, ce qui engendre de nouveaux problèmes et défis, mais présente des solutions novatrices, de nouvelles perspectives et des possibilités de prospérité.

M. Dan Small, de la Vancouver's Portland Hotel Society, a évoqué avec beaucoup de passion le besoin de concentrer les efforts sur les personnes qui ont besoin d'aide, sans s'attarder aux problèmes individuels. Depuis longtemps, lorsque l'on tente de venir en aide aux personnes aux prises avec de multiples problèmes, on commence par mettre de l'ordre dans leurs affaires, de sorte qu'elles puissent avoir accès au logement social ou peut être trouver un emploi. Mais selon des recherches récentes, il est recommandé d'adopter l'approche inverse, c'est à dire trouver d'abord un logement. Cette nouvelle perspective laisse entendre que les personnes sont plus susceptibles de régler leurs problèmes si elles disposent d'abord d'un toit. Les solutions en matière de logement sont coûteuses, mais elles doivent être comparées aux sommes épargnées au titre des services de police et de correction, aux coûts des soins paramédicaux et de santé, de même qu'aux coûts du bien être et de l'aide sociale. En logeant ces personnes de façon stable, on leur permet de contribuer à la société et à l'économie et on donne à leurs enfants de meilleures chances de recevoir une éducation.

Une meilleure coordination entre les pouvoirs publics peut également aider les villes et collectivités à prendre des décisions viables sur le plan de l'environnement. De nouveaux quartiers pourraient être construits sur d'anciennes bases militaires (à Calgary ou à Winnipeg, par exemple) ou sur des friches industrielles assainies. Bon nombre de ces sites sont situés à proximité de centres urbains et pourraient être facilement reliés au transport en commun rapide, ce qui réduirait les coûts de transport et la pollution, tout en accroissant la densité urbaine. La mise en valeur de ces sites à titre de quartiers à usage mixte (développement commercial jumelé à un ensemble de logements subventionnés, abordables et à la valeur du marché) assurera la constitution de quartiers dynamiques qui favorisent l'insertion plutôt que l'exclusion.

Un recours accru aux ententes de développement urbain pourrait constituer un moyen de faciliter cette démarche intégrée en matière d'affaires urbaines. Le gouvernement libéral précédent a signé des ententes avec les villes de Vancouver, Saskatoon, Regina et Winnipeg. Ces ententes représentaient un partenariat fédéral provincial municipal mettant en valeur la collaboration sur de vastes enjeux, notamment la revitalisation des noyaux urbains, l'impulsion de l'innovation ou le développement économique durable. Il s'agissait d'instruments souples qui coordonnaient les mesures entre les pouvoirs publics et qui se traduisaient par la mise en œuvre transparente de programmes et services.

Il est essentiel de faire un choix. Abordons nous le XXI<sup>e</sup> siècle et le défi de la concurrence sur le marché mondial en collaborant étroitement avec les provinces et les municipalités pour créer un cadre urbain que le monde pourrait adopter à titre de modèle ? Ou adoptons nous le statu quo en maintenant le développement à la pièce et des solutions individuelles engendrées par l'isolement des diverses autorités compétentes et un sous financement massif ? Le gouvernement minoritaire

conservateur a choisi la deuxième option pour le Canada. Il est de notre devoir, à titre de libéraux, d'offrir aux Canadiens et Canadiennes le projet et les solutions qui permettront d'améliorer la société. Nous devons envisager cette situation comme une occasion d'intégrer l'action du gouvernement fédéral et de collaborer avec nos partenaires provinciaux et municipaux pour que les villes canadiennes soient de premier ordre. À défaut d'une démarche intégrée, une stratégie urbaine ne serait, au mieux, que de second ordre.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

- 1. Lorsqu'il évaluera les propositions d'action en matière d'infrastructure, de logement, d'environnement, de transport en commun et de loisirs, un gouvernement libéral accordera une attention spéciale aux propositions à plusieurs volets qui tiennent compte d'enjeux urbains clés dans le cadre d'une approche intégrée.*
- 2. Un gouvernement libéral appliquera tous les programmes d'infrastructure de manière à optimiser leur viabilité, à minimiser leur impact sur l'environnement et à accroître la capacité d'adaptation aux changements climatiques.*
- 3. Un gouvernement libéral utilisera les ententes de développement urbain pour bâtir les partenariats nécessaires afin de s'attaquer efficacement aux problèmes urbains et de coordonner l'action des ministères fédéraux.*

# Démolition du château de cartes conservateur

Si le gouvernement Harper avait choisi de s'appuyer sur les réussites des anciens gouvernements libéraux, nous serions bien plus avancés au chapitre des défis de l'infrastructure canadienne.

Plutôt que de présenter une vaste stratégie urbaine, le gouvernement conservateur a offert un exercice de valorisation de l'image assorti d'un certain cachet politique. En mai 2007, le gouvernement a annoncé la création du Fonds Chantier Canada, d'une valeur de 33 milliards de dollars, pour examiner les nombreux problèmes auxquels sont confrontées les villes et collectivités canadiennes, et il a déclaré que ce programme constituait le plus important effort financier en faveur de l'infrastructure depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Une analyse détaillée de cette annonce démontre toutefois que ces 33 milliards de dollars ne représentent rien de plus qu'une restructuration des programmes et ententes de financement existants du Parti libéral. De la somme de 33 milliards de dollars :

- ▶ 11,8 milliards proviennent du Fonds de la taxe sur l'essence lancé par le gouvernement libéral ;
- ▶ 5,8 milliards viennent du remboursement de la TPS instauré par le gouvernement libéral ;
- ▶ 0,5 milliard viennent de projets de l'initiative Porte d'entrée de l'Asie Pacifique annoncés par le gouvernement libéral ;
- ▶ 6,1 milliards sont réservés pour des programmes inaccessibles aux municipalités.

Le reste, 8,8 milliards de dollars réservés au Fonds Chantier Canada proprement dit, est en grande partie financé par le refus du gouvernement conservateur de renouveler les programmes d'infrastructure créés par les gouvernements libéraux.

À la fin, il ne reste en fait plus que 1,3 milliard de dollars de nouveaux crédits sur sept ans pour permettre aux villes canadiennes de mettre leur infrastructure à niveau. Le fait d'envisager ces fonds comme le plus important effort en faveur de l'infrastructure depuis la Seconde Guerre mondiale relève davantage du besoin du gouvernement conservateur d'exagérer ses propres réalisations que d'une quelconque vision de l'avenir au sujet des villes et collectivités canadiennes.

Le gouvernement Harper a fait faux bond aux Canadiens et Canadiennes en refusant sans cesse d'examiner directement les problèmes qui préoccupent le plus les maires des villes canadiennes. En refusant de les intégrer au débat et en dévalorisant à répétition le rôle des autorités municipales dans la fédération, le gouvernement Harper a montré son vrai visage néo conservateur qui tente de réduire à tout prix le rôle du gouvernement fédéral. Ce manque de perspective et de sens des responsabilités nuit considérablement aux villes et collectivités canadiennes.

# Enjeux fondamentaux

Une série d'enjeux doivent être examinés de façon coordonnée, notamment le besoin de partenariats avec d'autres pouvoirs publics, le logement, l'infrastructure, le transport en commun, les loisirs, la sécurité dans les quartiers, le financement des municipalités et l'environnement.

## *Partenariat*

L'une des grandes marques des gouvernements Trudeau, Chrétien et Martin était la participation des municipalités aux débats entourant les questions qui les concernaient. Le Premier ministre Harper a éliminé cette participation.

Le gouvernement Harper traite les municipalités de façon désolante. Le ministre des Finances a traité les maires du Canada de « pleurnichards » et a minimisé leur travail en laissant entendre qu'ils ne sont ni plus ni moins que des « remplisseurs de nids de poule ». Lors de rencontres avec le premier ministre Dalton McGuinty, le Premier ministre Harper a carrément refusé de discuter d'enjeux municipaux, soutenant à tort que les villes relèvent de la compétence des provinces et qu'elles n'influent pas sur la politique fédérale.

En raison de la nature intégrée des problèmes auxquels les villes canadiennes sont confrontées, le gouvernement fédéral est mal venu de considérer les enjeux urbains comme s'ils existaient seulement dans le cadre isolé de la compétence provinciale. La délinquance, la toxicomanie, les normes environnementales, le logement, la pauvreté et l'infrastructure sont autant de dossiers auxquels participent directement le gouvernement fédéral. Ces problèmes ne peuvent être réglés que si les trois pouvoirs publics travaillent en partenariat.

Il découle de nos consultations que les hommes et femmes politiques de tous les pouvoirs publics sont déterminés à régler ces problèmes. Le ministre des Finances du Manitoba, Greg Selinger, et le ministre du Logement et des Affaires municipales de l'Ontario, Jim Watson en particulier, sont vraiment intéressés à collaborer avec leurs homologues fédéraux. Et ils ne sont pas les seuls.

Des représentants de toutes les provinces nous ont déclaré qu'ils recherchent la collaboration du gouvernement fédéral.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

4. *Un premier ministre libéral rencontrera une fois l'an les membres de la direction de la Fédération canadienne des municipalités et le caucus des maires des grandes villes pour discuter d'une collaboration entre le gouvernement fédéral et les autorités provinciales et municipales dans l'étude des problèmes des municipalités.*
5. *Les ministres libéraux chargés de l'Infrastructure, du Logement, de l'Environnement, de la Justice et de la Santé collaboreront avec les dirigeants des provinces et des municipalités pour coordonner des stratégies visant à corriger les problèmes pluridisciplinaires auxquels les villes et collectivités canadiennes sont confrontées.*

## **Logement**

Nulle question n'est aussi urgente que la pénurie marquée de logements abordables dans l'ensemble du pays. À partir des plus grandes villes jusqu'aux plus petits centres, un seul mot décrit le logement abordable : crise. À mesure que l'économie ralentira, le problème s'en trouvera aggravé, car le nombre des sans abri et la pénurie de logements abordables dans les villes partout au pays s'accroissent. Dans chaque ville, c'est toujours la même rengaine : « le gouvernement fédéral doit reprendre le dossier du logement ».

Il y a près de 30 ans, le gouvernement fédéral effectuait des efforts financiers importants en faveur de la construction de logements abordables, en contractant des hypothèques par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour offrir une aide indirecte au logement à des millions de Canadiens et Canadiennes. Cependant, à mesure que ces prêts hypothécaires viennent à échéance et que le rôle de la SCHL au chapitre du logement social tire à sa fin, le soutien financier du gouvernement fédéral en matière de logement en fait tout autant.

À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral consacre plus de 2 milliards de dollars par année pour appuyer les prêts hypothécaires visant une vaste gamme de logements sociaux, abordables et destinés à des Canadiens et Canadiennes ayant un faible revenu. Ces fonds commencent déjà à diminuer à

mesure que les engagements du gouvernement viennent à échéance. À défaut de ce soutien annuel, la qualité du parc de logements financés par le secteur public canadien diminuera sensiblement ; les incitatifs destinés à faire augmenter le nombre de logements disponibles au Canada se tariront, et l'on sera confronté à une insuffisance de fonds pour maintenir notre parc de logements publics existant.

Winnipeg, par exemple, a récemment perdu plus de 4 000 logements locatifs, et son taux d'inoccupation a diminué pour atteindre 1,5 %. On dénombre plus de 3 400 sans abri à Calgary. À Vancouver, le taux d'inoccupation en location est de 0,3 %. Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a expliqué qu'au Québec les baux venant à échéance le 1er juillet, la province fait face à une véritable ruée vers les logements à tous les ans.

Les gouvernements libéraux qui se sont succédé comprenaient la complexité et la profondeur du problème du logement et du sans-abrisme au Canada. C'est pourquoi le Premier ministre Paul Martin a nommé un ministre du Logement et lui a confié le pouvoir de collaborer avec les intervenants des provinces et des municipalités pour régler ces problèmes de premier plan. Cette démarche a permis d'injecter des centaines de millions de dollars dans les programmes de logements sociaux au Canada.

Par contre, le gouvernement conservateur continue de nier toute responsabilité politique ou morale pour ce qui est d'examiner les problèmes liés au logement. Il s'agit d'une question de philosophie pour le Parti conservateur, ce dernier estimant que l'État fédéral doit se faire le plus petit possible. En fait, à la dernière campagne électorale, la seule promesse faite par les Conservateurs portait sur le logement abordable : il devait offrir des incitatifs fiscaux au secteur privé pour lui permettre de construire des logements sociaux – engagement qui n'a pas encore été tenu. Dans son budget de 2008, le ministre des Finances, Jim Flaherty, ne mentionnait même pas le logement.

Lorsque la décision sera prise au sujet des crédits en faveur du logement, il sera crucial que des sommes y soient consacrées d'une manière efficace et efficiente sur le plan de l'environnement. Le secteur du bâtiment intervient pour une part importante des émissions de gaz à effet de serre au Canada. Les nouveaux projets de logements neufs doivent respecter la norme R85 afin de réduire la consommation d'énergie, et des plans doivent être intégrés aux cadres de transports en commun municipaux. Ces projets sont non seulement intéressants du point de vue de l'environnement, mais ils représentent également une bonne politique économique. Si l'on veille à ce que le logement social respecte les normes énergétiques, les coûts en énergie pour les Canadiens et Canadiennes ayant un faible revenu qui y habiteront seront réduits. On ne saurait négliger les avantages des efforts écologiques en faveur du logement sur le plan de la justice sociale.

## **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

6. *Un gouvernement libéral maintiendra le financement du logement en appuyant les efforts actuels.*
7. *Un gouvernement libéral élaborera une stratégie nationale du logement en collaboration avec les autorités provinciales et municipales.*
8. *Un gouvernement libéral réservera les logements inutilisés (p. ex. des bases militaires désaffectées) pour les convertir en logements abordables.*
9. *Les efforts d'un gouvernement libéral en faveur du logement devront être des efforts écologiques qui réduiront les coûts de l'énergie dans les logements sociaux et les logements destinés à des occupants ayant un faible revenu.*

## **Infrastructure**

Dans un rapport commandé par la Fédération canadienne des municipalités (FCM), M. Saeed Mirza de l'Université McGill fait état d'un déficit d'infrastructure de 123 milliards de dollars au Canada. Ce chiffre, aussi élevé soit il, pourrait par contre sous estimer le coût d'une infrastructure de premier ordre pour appuyer notre économie.

Nombre de municipalités qui ont participé à l'étude de la FCM ont constaté après le fait qu'elles avaient sous estimé leurs besoins. Par exemple, le maire de Kitchener, Carl Zehr nous a affirmé que même s'il avait prévu la réfection des routes de sa ville, lorsque cette dernière a amorcé l'un des projets désignés, on s'est rendu compte que les dommages écologiques au sous sol étaient si importants que le coût réel de construction a dépassé de plusieurs millions les prévisions budgétaires.

À défaut d'une infrastructure moderne en bon état, l'économie canadienne ne peut fonctionner à plein régime et elle ne peut tout simplement pas être concurrentielle sur la scène mondiale. En outre, compte tenu d'un éventuel ralentissement de l'économie, les dépenses supplémentaires en infrastructure pourraient engendrer un stimulant efficace pour l'économie et faire fonction de stabilisateur économique et d'outil stratégique efficace pour impulser l'économie.

La solidité de l'infrastructure canadienne est également liée de façon fondamentale à l'action du Canada face à la crise du réchauffement de la planète. Une infrastructure écologique correctement construite peut jouer un rôle important afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada. La qualité des immeubles, des routes et des réseaux de transport en commun du Canada a un effet sur l'ampleur des émissions au pays.

De même, notre infrastructure subit les effets du réchauffement de la planète. Les conditions météorologiques extrêmes et le réchauffement sont très éprouvants. Des fonds d'adaptation pourraient être nécessaires pour maintenir la qualité élevée de l'infrastructure du Canada.

Pour établir des plans d'entretien et de mise à niveau de l'infrastructure du pays, les municipalités canadiennes ont besoin de fonds stables et à long terme d'autres pouvoirs publics, et notamment d'une clause d'indexation. Par ailleurs, compte tenu de l'énorme déficit d'infrastructure, nous devons injecter le plus de fonds possible dans des projets d'infrastructure provinciaux et municipaux pour rattraper ce retard.

Outre les préoccupations générales au sujet du déficit d'infrastructure, nos collègues municipaux ont soulevé des questions plus particulières qui doivent être abordées.

La première question a trait à l'état de nos réseaux d'aqueduc et d'égout. Dans bien des régions, les eaux d'égout non traitées sont encore déversées directement dans les rivières, lacs et océans. On vient tout juste de commencer, par exemple, à effectuer des travaux de nettoyage du port de St John, où sont déversées des eaux usées depuis plus de 200 ans. Les réseaux d'autres régions sont plus que centenaires ou utilisent encore des tuyaux de bois pour acheminer l'eau.

Cette infrastructure est cruciale pour la santé et le bien être des Canadiens et Canadiennes ; on ne peut l'imposer comme un fardeau aux municipalités, comme le font les conservateurs. Le vieillissement des réseaux d'aqueduc et d'égout partout au pays représente en fait une bombe à retardement qui nécessite l'intervention de tous les pouvoirs publics.

La deuxième question porte sur le dédoublement des services gouvernementaux. À Sault Sainte Marie, nous avons discuté de divers projets d'infrastructure efficaces déjà exécutés à l'aide des programmes d'infrastructure fédéraux. Avant la construction de sa nouvelle usine de traitement des eaux usées de l'est, la ville a d'abord été assujettie à une évaluation environnementale fédérale, puis à une évaluation environnementale complète de la part de la province. Des efforts accrus doivent être

déployés pour rationaliser les exigences fédérales et provinciales en matière d'environnement dans le cadre des projets d'infrastructure.

Troisièmement, la nature très linéaire de certains programmes d'infrastructure est préoccupante pour les petits centres urbains. Les maires des municipalités de l'Ouest-de-l'Île de Montréal ont expliqué que les petites municipalités ne peuvent pas toujours exécuter des projets qui s'inscrivent exactement dans les priorités provinciales ou nationales. Par conséquent, elles perdent souvent leur part des fonds d'infrastructure.

Enfin, dans le cadre d'une démarche intégrée en matière d'infrastructure, nous devons veiller à ce que les projets favorisent l'insertion. Les personnes handicapées sont confrontées à des défis tous les jours en raison d'un manque d'accès aux immeubles, de piètres choix de transport et d'autres obstacles à l'emploi et à l'interaction sociale. Il incombe au gouvernement fédéral de corriger cette situation. L'initiative des « villes amies » des personnes âgées, un projet mondial parrainé par l'Organisation mondiale de la Santé, par exemple, constitue l'une des démarches efficaces pour rendre les villes plus accessibles.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

10. *Un gouvernement libéral restructurera les dépenses en matière d'infrastructure pour constituer un fonds ciblé à l'égard de l'infrastructure stratégique viable au plan de l'environnement, de l'infrastructure frontalière et de l'infrastructure des petites municipalités, et pour tenir compte des priorités municipales.*
11. *Un gouvernement libéral conclura des ententes avec les provinces pour garantir la coordination d'évaluations environnementales fédérales et provinciales pour tous les projets d'infrastructure.*
12. *Un gouvernement libéral prévoira l'indexation du transfert de la taxe sur l'essence pour augmenter les fonds versés directement aux villes.*
13. *Un gouvernement libéral fera en sorte que les projets d'infrastructure soient inclusifs de par leur conception, et il favorisera les concepts d'infrastructure liés au projet des villes amies des personnes âgées.*

## *Transports en commun*

Des services de transport en commun rapides, efficaces et fréquents qui portent les Canadiens et Canadiennes où ils doivent aller sont en forte demande dans les grandes collectivités du Canada. Qu'il s'agisse du vaste projet de 12 milliards de dollars en cours d'exécution dans la région métropolitaine de Vancouver ou des projets de 3,5 milliards de dollars en voie d'élaboration à la ville d'Ottawa, le transport en commun constitue une préoccupation de tout premier ordre pour les dirigeants municipaux. En fait, l'Association canadienne du transport urbain a déclaré que le réseau canadien de transport en commun aura besoin de 40 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Le transport constitue un élément crucial d'une stratégie urbaine intégrée; il exige donc une attention spéciale de la part du gouvernement fédéral. Dans un monde où il ne sera possible de réduire nos émissions de carbone que lorsque le Canadien moyen ne sentira pas le besoin de toujours utiliser sa voiture, le transport urbain de masse n'est pas négociable.

Des financements importants en faveur du transport urbain profiteront à l'ensemble de la société, ils seront rentables pour notre économie à long terme et ils constitueront une arme de premier ordre dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Des crédits suffisants pour le transport en commun représentent également un effort financier en faveur de la justice sociale. Lorsque les villes canadiennes en sont rendues au point où le style de vie d'une personne qui a une voiture n'est pas différent de celui d'une autre personne qui n'en possède pas, le transport urbain permet d'éliminer les obstacles qui déterminent l'emploi, les loisirs et les débouchés sociaux d'une personne.

Quelques uns des projets ayant eu une expansion rapide dans le domaine du transport en commun au Canada ont été exécutés sous un gouvernement libéral. En 2005, le gouvernement libéral a réservé 900 millions de dollars sur trois ans pour la Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, qui vise à étendre les réseaux de transport en commun du Canada. Mais lorsque ces crédits viendront à échéance, il ne restera plus de réserve particulière dans le Fonds Chantiers Canada du gouvernement conservateur pour le transport en commun.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

- 14. Un gouvernement libéral créera un Fonds national du transport en commun et garantira des fonds prévisibles à long terme pour le transport en commun.*

## Loisirs

À Halifax, à Montréal et à Winnipeg, en particulier, les avantages de l'investissement dans les installations de loisirs constituent un thème répétitif. Les avantages les plus fréquemment invoqués sont la réduction des crimes de moindre valeur, du vandalisme et de l'activité des gangs. Il s'agit également d'un important facteur déterminant de la santé des jeunes. La coalition Build it Right de Halifax a été particulièrement insistante en exigeant qu'une approche globale en matière de structure communautaire comprenne des crédits en faveur des loisirs, des transports, de la santé et de l'éducation.

Parmi les secteurs où les investissements sont les plus nécessaires, mentionnons les piscines et les surfaces glacées. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et encore une fois en 1967, le gouvernement fédéral a consacré des millions de dollars à la construction de stades commémoratifs et de piscines du centenaire, dans des collectivités partout au Canada. Même si certaines villes ont eu accès à des fonds d'infrastructure pour remplacer ces installations, la grande majorité des villes canadiennes n'ont pas été en mesure de trouver les ressources nécessaires. La plupart d'entre elles ont dû accorder la priorité à leurs réseaux d'aqueduc et de traitement des eaux usées ; par conséquent, les installations et projets dans le secteur des loisirs sont en perte de vitesse.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

- 15. Un gouvernement libéral créera un fonds d'infrastructure pour aider les municipalités à mettre à niveau l'infrastructure des loisirs (particulièrement les stades commémoratifs, les centres communautaires et les piscines du centenaire), et élargir le réseau des pistes et parcs du Canada.*

## Sécurité des collectivités

Même si la criminalité a chuté au Canada depuis les années 70, les Canadiens qui vivent dans des centres urbains s'estiment de moins en moins capables de faire face à la gravité des crimes commis dans nos villes. Chaque statistique cache une personne qui a été blessée. Chaque personne a une famille qui vit des moments de stress. Chaque famille fait partie d'une collectivité qui ne sera pas rassurée par les simples statistiques.

Dans bien des villes, les activités des gangs et la consommation de drogue n'ont cessé d'augmenter, même si le taux de criminalité global est en chute. Le gouvernement fédéral ne peut le négliger. Et il ne suffit pas de récrire tout simplement le Code criminel pour rendre les peines d'emprisonnement plus sévères. La lutte efficace contre la délinquance exige une approche à plusieurs volets qui porte sur les causes profondes de la délinquance et qui donne à nos professionnels de l'application de la loi et à nos tribunaux les outils dont ils ont besoin.

## **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

- 16. Un gouvernement libéral s'attaquera à la délinquance dans les centres urbains à l'aide d'un ensemble de politiques qui comprennent des fonds accrus à long terme, stables et prévisibles pour les services de police, des programmes de prévention du crime à l'appui et un système judiciaire qui dispose des ressources suffisantes pour satisfaire à ses besoins.*

## **Modèle de financement**

Comme il a été mentionné dès le début, les partenariats établis avec les provinces et les municipalités sont essentiels pour donner suite aux préoccupations pressantes des municipalités partout au pays. Ce besoin prend sa source dans le fait que les municipalités canadiennes tentent de relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle à l'aide d'un modèle de financement du XIX<sup>e</sup> siècle.

La campagne « One Cent Now » dirigée par le maire de Toronto, David Miller, et appuyée par la FCM et le Caucus des maires des grandes villes, a souligné de façon éloquente les problèmes très réels auxquels sont confrontées les municipalités de l'ensemble du pays à la suite du délestage de responsabilités provenant des provinces et de l'augmentation du déficit de l'infrastructure. Leurs demandes de majoration des droits et revenus ne constituent pas du « pleurnichage », comme l'a déclaré le ministre des Finances Jim Flaherty, mais plutôt des demandes raisonnables découlant de besoins réels.

En effet, la demande de hausse de taxe de 7 % de la mairesse de Mississauga, Hazel McCallion, pour défrayer les coûts d'infrastructure démontre la non ouverture du gouvernement fédéral à l'égard des besoins des villes canadiennes. La mairesse McCallion et toutes les administrations municipales de l'Ontario connaissent bien cette stratégie. On se rappelle des soi disant « avantages fiscaux » du

gouvernement conservateur de l'Ontario de Mike Harris et de Jim Flaherty, qui n'étaient rien de plus que des transferts du fardeau fiscal aux payeurs d'impôts fonciers et aux administrations municipales.

Le maire de Calgary, Dave Bronconnier, précise que la demande de correction du modèle de financement actuel représente une question d'équité fondamentale. Le gouvernement fédéral perçoit 66 cents sur chaque dollar d'impôt en Alberta. Le gouvernement de la province en perçoit 29, pour un solde de seulement 5 cents pour les administrations municipales. À défaut de l'accès à l'impôt sur le revenu, ou du gain fortuit provenant de l'exploitation des ressources, les administrations municipales ne peuvent pas suivre le rythme des demandes qui leur sont adressées.

Les demandes des maires ne sont pas exagérées. Pendant la majeure partie des années 90, les provinces et le gouvernement fédéral ont délesté la responsabilité de divers besoins sociaux aux pouvoirs publics inférieurs afin d'alléger leur fardeau de la dette et de réduire leur déficit. En bout de ligne, les administrations municipales ont dû encaisser le coup sans bénéficier d'une aide importante ou systémique de la part des autres pouvoirs publics. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral et les provinces enregistrent des excédents record ; il conviendrait donc de réexaminer le financement des municipalités canadiennes.

Les villes canadiennes sont appelées à offrir des services qui redistribuent les revenus et les ressources entre les Canadiens et Canadiennes ayant revenu élevé et ceux dont le revenu est moindre, sans avoir accès à l'impôt sur le revenu ou à la taxe de vente. Les municipalités canadiennes se financent principalement au moyen des impôts fonciers, qui n'ont aucun rapport avec la capacité financière des contribuables.

Prenons l'exemple malheureux d'un couple de retraités de Fort McMurray. Il y a une génération, Fort McMurray était une ville tranquille, à un niveau de vie abordable, où les familles à revenu modeste pouvaient posséder leur maison. Aujourd'hui, les maisons achetées à 25 000 dollars en 1970 pourraient se vendre 500 000 dollars ou plus. Les personnes âgées qui vivent dans cette municipalité depuis 35 ans estiment que les impôts fonciers calculés sur la valeur de leur maison représentent presque des paiements d'emprunt hypothécaire. La demande de services municipaux, jumelée à la capacité limitée des municipalités de générer des revenus, oblige certains Canadiens à vendre leur maison libérée d'hypothèque.

Les administrations publiques pourraient adopter des mesures pour faire en sorte que les personnes âgées ne soient pas évincées de leur maison à la suite de la montée en flèche de la valeur des

immeubles et des impôts fonciers. En Colombie Britannique, par exemple, les personnes âgées peuvent reporter le paiement de leurs taxes municipales après la vente de leur maison.

Évidemment, des mesures telles que le report de taxes pour les personnes âgées ne s'attaquent pas au problème fondamental. Les dirigeants municipaux et provinciaux du Canada estiment qu'il convient de réévaluer le mode de financement des villes. Le gouvernement Martin avait examiné ces questions lors de l'établissement du remboursement de la TPS aux municipalités, et du transfert de la taxe sur l'essence. Ces mécanismes ont permis aux municipalités canadiennes d'obtenir un financement prévisible à long terme. Dans le budget de 2008, le gouvernement conservateur a mis en œuvre une résolution du Parti libéral, c'est à dire rendre permanent le transfert de la taxe sur l'essence. Il s'agit d'une importante réalisation pour le caucus urbain, mais il reste encore beaucoup à faire.

### **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

17. *Un gouvernement libéral obtiendra l'engagement des représentants des provinces et des municipalités pour étudier des façons d'améliorer le modèle de financement des municipalités.*
18. *Un gouvernement libéral invitera les représentants des municipalités à prendre part à toutes les discussions intergouvernementales qui influent sur leurs intérêts.*
19. *Un gouvernement libéral fournira des capitaux d'amorce pour un programme pancanadien qui accordera aux personnes âgées l'option de reporter le paiement de leurs impôts fonciers après la vente de leur maison.*

# Agissons

Nous croyons que la structure de dépenses proposée par le gouvernement conservateur à l'égard des programmes d'infrastructure ne correspond tout simplement pas aux besoins des collectivités canadiennes et que le gouvernement fédéral doit intervenir pour satisfaire aux besoins d'infrastructure des municipalités et atteindre les objectifs nationaux en matière d'environnement.

Le Fonds Chantiers Canada du gouvernement conservateur pose un problème particulier. Tout d'abord, il met en concurrence les municipalités et les gouvernements provinciaux, qui doivent se partager 90 % des fonds disponibles. À notre avis, cette démarche ne tient pas sérieusement compte des préoccupations des collectivités ; il s'agit là d'un autre exemple de la « politique de division » des conservateurs, qui dresse les villes, les villages et les provinces les uns contre les autres. Deuxièmement, nous avons été avisés que les projets désignés aux fins de financement seront « choisis » par le gouvernement fédéral et les provinces, qui passeront outre à l'avis et aux priorités des administrations municipales. Enfin, pour tenir dûment compte des préoccupations relatives à l'infrastructure, le gouvernement doit d'abord établir les objectifs que doit atteindre le Fonds Chantiers Canada, puis mesurer les programmes proposés en regard de ces objectifs. À défaut d'une telle rigueur, les fonds d'infrastructure risquent de ne représenter qu'une caisse noire gouvernementale.

À notre avis, il convient de bien équilibrer les divers types de fonds, de même que les cibles de financement afin d'atteindre plusieurs objectifs stratégiques. Plus particulièrement, il faut examiner les principaux enjeux du financement direct des municipalités, le transport en commun, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les loisirs et l'infrastructure frontalière.

En décembre dernier, à la suite d'une résolution du Parti libéral adoptée à la Chambre des communes par tous les partis, la taxe sur l'essence est devenue une caractéristique permanente des budgets du gouvernement fédéral. La taxe sur l'essence est transférée directement aux municipalités canadiennes selon un calcul par habitant. Il s'agit d'un outil de financement crucial pour les villes, car il représente l'une des plus importantes sources de revenu après l'impôt foncier.

## **Le caucus urbain libéral recommande ce qui suit :**

20. *Les dépenses annuelles du gouvernement en matière d'infrastructure comprennent les éléments suivants :*

- ▶ *l'indexation annuelle du transfert de la taxe sur l'essence.*
- ▶ *la création d'un fonds national du transport en commun.*
- ▶ *le renouvellement du Fonds canadien d'infrastructure stratégique.*
- ▶ *un fonds spécialement destiné aux petites municipalités.*
- ▶ *un fonds réservé aux loisirs.*

Aucune stratégie urbaine intégrée ne peut être appliquée efficacement sans un important investissement dans le transport en commun, concept appuyé par la demande constante des maires des grandes villes canadiennes à l'égard d'un Fonds national du transport en commun. Comme il a été mentionné dans le présent document, la seule façon dont les Canadiens et Canadiennes abandonneront l'usage de leurs voitures pour adopter en permanence le transport en commun consiste à leur offrir un mode de transport moins coûteux, plus rapide et tout aussi commode que leurs voitures. Une stratégie de transport en commun efficace constitue un important avantage pour les nouvelles collectivités, de même que pour l'environnement

La mise en place du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) et d'un fonds destiné aux petites municipalités constituera une importante étape en vue d'atteindre quelques uns des principaux objectifs de l'enveloppe de l'infrastructure au plan de l'environnement. Ces deux fonds doivent concentrer leurs efforts sur les financements qui réduiront les répercussions environnementales tout en améliorant la santé et l'hygiène des Canadiens. Un autre fonds de moindre envergure doit être mis en place pour aider les municipalités aux prises avec des besoins d'aqueduc et d'égout de grande envergure qui ne peuvent être satisfaits par accroissement du financement stable découlant du transfert de la taxe sur l'essence. Le FCIS doit servir à donner suite aux priorités des municipalités et des provinces, de même qu'aux demandes d'infrastructure stratégique d'une manière saine au plan de l'environnement.

Un autre élément important de la stratégie urbaine intégrée a trait à l'enveloppe des loisirs. Les sommes consacrées aux loisirs aident directement le gouvernement dans certains de ses domaines

stratégiques, tout particulièrement la justice pénale. Des études révèlent que l'augmentation des débouchés de loisirs pour les jeunes entraîne une diminution de la criminalité chez les jeunes et les adultes. Une démarche globale en matière de délinquance pourrait être jumelée à une approche intégrée pour les villes. À l'instar d'un bon nombre d'autres enjeux auxquels s'attaquent les administrations municipales, les avantages des débouchés de loisirs seront hors portée dans la mesure où les municipalités sont obligées de s'en remettre aux impôts fonciers pour les financer. C'est pourquoi nous croyons que le gouvernement fédéral doit assumer la responsabilité du remplacement des stades commémoratifs et des piscines du centenaire qui ont été construits avec l'aide de fonds fédéraux. En bout de ligne, il s'agit d'un besoin qui tire son origine d'une politique fédérale des années 1940 et 1960. Il serait mal avisé d'abandonner les crédits que nous avons affectés dans ces domaines.

Un élément fondamental de notre stratégie destinée aux collectivités urbaines a été annoncé lors de la conférence 2008 de la Fédération canadienne des municipalités sur les collectivités viables. M. Dion y a annoncé qu'un gouvernement libéral affecterait les sommes en sus de l'excédent de 3 milliards de dollars à l'entretien et à la mise à niveau de l'infrastructure partout au pays. Comme l'a déclaré M. Dion à cette occasion : « Si nous voulons que le Canada reste concurrentiel par rapport à l'économie mondiale, nous allons devoir relier nos villes entre elles par des trains rapides, nous allons avoir besoin d'infrastructures portuaires modernes et d'une route transcanadienne sûre et efficace. Et pour la santé et le bonheur des Canadiens, nous allons avoir besoin d'infrastructures récréatives et culturelles modernes. »

La stratégie libérale en matière d'infrastructure a été extrêmement bien accueillie partout au pays. En fait, dans sa réaction à l'annonce, le président de la FCM, Gord Steeves, a qualifié notre plan de « ambitieux et visionnaire, et assorti de la possibilité de modifier le visage de notre pays ». Grâce à cet engagement, la prochaine étape consistera à énoncer exactement la façon de répartir les fonds entre les diverses priorités d'infrastructure.

Au cours de la première année, la totalité de ces fonds sera versée directement aux municipalités par le biais du transfert de la taxe sur l'essence. Ce mécanisme déjà en place permettra d'effectuer le transfert sans mesures législatives. Au cours des prochaines années, un mécanisme sera créé pour cibler cet investissement dans les secteurs prioritaires de l'infrastructure.

# Conclusion

Le gouvernement fédéral est redevable aux Canadiens de veiller à ce que le fondement de notre économie soit bien maintenu et que les Canadiens aient accès aux services sociaux, aux installations et services récréatifs et aux services de loisirs qui leur permettront de demeurer en santé et heureux. Pour les Canadiens qui habitent dans les zones urbaines, c'est-à-dire 80 % de la population, cela signifie assurer le dynamisme de nos villes.

Les gouvernements libéraux qui se sont succédé ont réservé d'importants crédits à l'infrastructure, et ont été en mesure d'accroître sensiblement l'assiette fiscale des municipalités grâce au transfert de la taxe sur l'essence et au remboursement de la TPS, même si les villes et collectivités canadiennes sont encore confrontées à d'énormes défis. Le logement convenable, l'établissement d'un réseau de transport en commun efficace et les débouchés de loisirs ne représentent que quelques unes des nombreuses demandes formulées auprès des hôtels de ville et des conseils municipaux partout au pays. Si le gouvernement fédéral ne fait pas preuve de sérieux pour aider les municipalités à relever ces défis, il prouvera qu'il n'est pas disposé à prendre soin de la société canadienne avec sérieux.

Dans le présent document, nous avons tenté de démontrer qu'une approche réelle, soutenue, coordonnée et intégrée à l'égard de ces enjeux est essentielle pour maintenir la santé et le bien être de nos villes. Les consultations que nous avons tenues auprès des dirigeants des villes canadiennes et des intervenants ont révélé que les problèmes à plusieurs volets doivent être attaqués sur de nombreux fronts si nous voulons faire des progrès réels. L'examen des problèmes de logement dans les régions urbaines du Canada, sans aborder le transport en commun et les loisirs, constitue une occasion perdue d'effectuer un changement réel et véritable.

La situation est grave, mais non sans espoir. Nous savons ce qu'il faut faire. Nous savons que lorsque le gouvernement fédéral a collaboré par le passé avec ses partenaires des provinces et des municipalités, de grands progrès ont été effectués. Et nous savons que lorsque nous appliquerons de nouveau cette approche, dans un avenir pas trop éloigné, d'importants progrès seront encore réalisés.

Au cours des prochains mois, nous poursuivrons la discussion que nous avons amorcée avec nos collègues des provinces et des municipalités. Nous organiserons davantage de consultations, plus particulièrement au Québec et dans les provinces de l'Ouest. Nous espérons compter sur votre contribution dans le cadre de ce processus.

# Des consultations publiques du caucus urbain

## Le 12 décembre 2007 – Toronto

David Miller  
Frank Scarpitti  
Mario Rocco  
Paul Zed  
Judy Sgro  
Alan Tonks  
Art Eggleton  
Albina Guarnieri  
Dan McTeague  
Martha Hall Findlay  
David Smith

Maire de Toronto  
Maire de Markham  
Ancien député provincial de Thornhill  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Vice-présidente, caucus libéral urbain  
Député de York-Sud-Weston  
Sénateur  
Députée de Mississauga-Est-Cooksville  
Député de Pickering-Scarborough-Est  
Députée de Willowdale  
Sénateur

## Le 9 janvier 2008 – Winnipeg

Sam Katz  
Greg Sillinger  
Marty Dolan  
Ed Kitt  
Jim Carr  
Andrew Ward  
Ron Hurley  
Gino Distario  
Jeff Palmer  
John Latham  
Harry Finnegan  
Gord Steeves  
Justin Swandel  
Garth Reesor  
Paul Zed  
Larry Campbell  
Ray Simard  
Anita Neville

Maire de Winnipeg  
Ministre des Finances du Manitoba  
Conseil d'immigration inter-religion  
Chambre de commerce autochtone  
Conseil d'entreprises du Manitoba & Comité de réduction de la pauvreté de Winnipeg  
Aide aux jeunes  
Association des constructeurs de Winnipeg  
Institute of Urban Studies de l'université de Winnipeg  
Centre Venture  
Centre de mieux-être North End  
Directeur de l'aménagement urbain de la Ville de Winnipeg  
Président de la Fédération canadienne des municipalités  
Conseiller municipal de Winnipeg  
Siloam Mission  
Porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Sénateur et président du caucus libéral urbain  
Député de Saint-Boniface  
Députée de Winnipeg-Centre-Sud

## Le 10 janvier 2008 – Calgary

Dave Bronconnier  
Dale Hodges  
Gord Lowe  
Jim Stevenson  
Bob Hawkesworth  
Ray Jones  
Joe Connelly  
Druh Farrell  
John Mar  
Joe Ceci  
André Chabot  
Brian Pincott  
Ric McIver  
Diane Colley-Urquhart  
Linda Fox-Mellway  
Wayne Stewart  
Marlène Labonté  
Pat Rainmaker  
Lisa Kim  
David Wilson  
Kent Heron  
Michael Cormicon

Maire de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseiller municipal de Calgary  
Conseillère municipale de Calgary  
Conseillère municipale de Calgary  
Calgary Homeless Foundation  
Doyenne de l'université de Calgary  
Calgary Senior Resource Society  
Alpha House  
Momentum  
Association communautaire de Downtown West  
Citoyen

Chima Nkemdirim  
Paul Zed  
Larry Campbell

Présidente, campagne Better Calgary  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Sénateur et président du caucus libéral urbain

### Le 11 janvier 2008 – Vancouver

Sam Sullivan  
Dan Small  
Tina House  
Penny Irons  
Jim Green  
Raymond Louie  
Lois Jackson  
Peter Ladner  
Suzanne Anton  
Elizabeth Ball  
Lisa Barrett  
Derek Corrigan  
Ralph Dreq  
Judy Dueck  
George Ferguson  
Judy Forster  
Gary Gibson  
Moe Gill  
Linda Hepner  
Rob Howard  
Marvin Hunt  
Colleen Jordan  
Craig Keating  
Mel Kositsky  
Don MacLean  
Gayle Martin  
Mae Reid  
Barbara Steele  
Harold Steves  
Joe Trasolini  
Richard Walton  
Diane Watts  
Hal Weinberg  
Maxine Wilson  
Michael Wright  
Wayne Wright  
Paul Zed  
Larry Campbell  
Joyce Murray  
Hedy Fry

Maire de Vancouver  
Hôtel Portland  
Centre pour les mères autochtones  
Centre pour les mères autochtones  
Jim Green Consultants  
Ancien conseiller municipal de Vancouver  
Présidente de Metro Vancouver  
Vice-président de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directrice suppléante de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur suppléant de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Directeur de Metro Vancouver  
Directrice de Metro Vancouver  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Sénateur et président du caucus libéral urbain  
Députée de Vancouver-Quadra  
Députée de Vancouver-Centre

### Le 23 janvier 2008 – Kitchener

Carl Zehr  
Bill Strauss  
Tom Galloway  
Karl Kiefer  
Ken Seiling  
Brenda Halloran  
Berry Vrbanovic  
Russ Powers  
Doug Craig  
Paul Zed  
Larry Campbell  
Hedy Fry  
John Godfrey  
Andrew Telegdi  
Marlene Jennings  
John MacKay  
Art Eggleton  
David McGuinty  
Karen Redman

Maire de Kitchener  
Canton de Woolwich  
Conseil régional de Waterloo  
Conseiller municipal de Cambridge  
Président régional de Waterloo  
Mairesse de Waterloo  
Conseiller municipal de Kitchener  
Adjoint au maire de Hamilton  
Maire de Cambridge  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Sénateur et président du caucus libéral urbain  
Députée de Vancouver-Centre  
Député de Don Valley-Ouest  
Député de Kitchener-Waterloo  
Députée de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine  
Député de Scarborough-Guildwood  
Sénateur  
Député d'Ottawa-Sud  
Députée de Kitchener-Centre

**Le 25 janvier 2008 – Halifax**

Bill Karten  
Mary Wile  
Cathie O'Toole  
Susan Kirkland  
Kelly Atkins  
Mark Smith  
Bob MacDonald  
Lance Kinsdale  
Stephen Lund  
Claudia Jahn  
Paul Pettipas  
Paul Zed  
Geoff Regan  
Michael Savage

Conseiller municipal de Halifax  
Conseillère municipale de Halifax  
Directrice de l'infrastructure de Halifax  
Build it Right  
Build it Right  
Sport Nova Scotia  
Halifax Trails Association  
Halifax Trojans  
Nova Scotia Business Inc.  
Action communautaire d'aide aux sans-abri  
Association des constructeurs de maison de la Nouvelle-Écosse  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Député de Halifax-Ouest  
Député de Dartmouth-Cole Harbour

**Le 29 février 2008 – Montréal**

Gérard Tremblay  
Joe DiPietro  
Bob Benedetti  
Maria Tutino  
Domenico Zito  
Edgar Rouleau  
Michael Applebaum  
Campbell Stuart  
Bernard Blanchet  
Elizabeth Verge  
Errol Johnson  
Paul Zed  
Denis Coderre  
Pablo Rodriguez  
Francis Scarpaleggia  
Marlene Jennings

Maire de Montréal  
Conseiller municipal de Montréal  
Maire de Beaconsfield  
Maire de Baie-d'Urfé  
Conseiller municipal de Kirkland  
Maire de Dorval  
Maire de Côte-Saint-Luc  
Maire de Montréal-Ouest  
Conseiller d'arrondissement de Lachine  
Conseillère d'arrondissement de Lachine  
Conseiller municipal de Dollard-des-Ormeaux  
Porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Député de Bourassa  
Député d'Honoré-Mercier  
Député de Lac-Saint-Louis  
Députée de Notre-Dame-de-Grâce – Lachine

**Le 11 mars 2008 – Ottawa**

Jim Watson  
Art Eggleton  
Sue Barnes  
Susan Kadis  
Pablo Rodriguez  
Carolyn Bennett  
Bryon Wilfert  
Ray Simard  
Alan Tonks  
Judy Sgro  
Paul Zed

Ministre des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario  
Sénateur  
Députée de London-Ouest  
Députée de Thornhill  
Député d'Honoré-Mercier  
Députée de St. Paul's  
Député de Richmond Hill  
Député de Saint-Boniface  
Député de York-Sud-Weston  
Députée et vice-présidente du caucus urbain libéral  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure

**Le 15 mars 2008 – Saint John**

Ivan Court  
Paul Zed

Président de l'Union des municipalités du Nouveau-Brunswick  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure

**Le 5 avril 2008 – North Bay**

Barb Groves  
Bill Vrebosch  
Vic Fedeli  
Hec Lavigne  
Calvin Young  
Bob Young  
Judy Pace  
Yvon Foisey  
Bill White  
Tracey Balen  
Sean Lawlor  
Anita Corriveau  
Ed Dreidger  
Paul Zed  
Larry Campbell  
Anthony Rota

Canton de Chisholm  
Canton d'East Ferris  
Maire de North Bay  
Ville de Callander  
Canton de Nipissing  
Ville de Powassan  
Mairesse de Temiskaming Shores  
Bonfield  
Conseil d'administration des services sociaux du district de Nipissing  
Chambre de commerce de North Bay  
Chambre de commerce de North Bay  
Citoyenne  
Citoyen  
Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
Sénateur et président du caucus libéral urbain  
Député de North Bay

**Le 5 avril 2008 – Sault Ste. Marie**

John Rosewell  
 Terry Sheehan  
 Lou Turco  
 Steve Butland  
 Nick Apostle  
 Lorie Bottos  
 Jerry Dolcetti  
 Bill Freiburger  
 Pat McAuley  
 Kim Streich-Poser  
 John Luszk  
 David Orazetti  
 John Godfrey  
 Art Eggleton  
 Brent St. Denis

Maire de Sault Ste. Marie  
 Conseiller municipal de Sault Ste. Marie  
 Conseiller municipal de Sault Ste. Marie  
 Conseiller municipal de Sault Ste. Marie  
 Directeur, Services communautaires de SSM  
 Avocat de la ville de SSM  
 Directeur de l'ingénierie et de la planification de SSM  
 Trésorier et commissaire aux finances de SSM  
 Directeur des travaux publics et des transports de SSM  
 Directrice des services sociaux de SSM  
 Directeur des ressources humaines de SSM  
 Député provincial de Sault Ste. Marie  
 Député de Don Valley-Ouest  
 Sénateur  
 Député d'Algoma-Manitoulin-Kapuskasing

**Le 5 avril 2008 – Sudbury**

John Rodriguez  
 Joscelyne Landry-Altman  
 Janet Gasparini  
 Frances Caldarelli  
 Evelyn Dutrisac  
 Claude Berthiaume  
 René Quesnelle  
 André Dumais  
 Maureen Luoma  
 Susan Thompson  
 Morgan Pitfield  
 Vincent Lacroix  
 Joe Cimino  
 Paul Zed  
 Larry Campbell  
 Diane Marleau  
 Raymond Bonin  
 John Godfrey  
 Art Eggleton  
 Brent St. Denis

Maire de Sudbury  
 Conseillère municipale de Sudbury  
 Conseillère municipale de Sudbury  
 Conseillère municipale de Sudbury  
 Conseillère municipale de Sudbury  
 Conseiller municipal de Sudbury  
 Société fédérale de développement Bassin Nickel  
 Chambre de commerce de la région de Sudbury  
 Directrice générale du centre-ville de Sudbury  
 Downtown Village Development Corporation  
 Maire de Killarney  
 Conseiller municipal de French River  
 Conseiller municipal de Sudbury  
 Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
 Sénateur et président du caucus libéral urbain  
 Députée de Sudbury  
 Député de Nickel Belt  
 Député de Don Valley-Ouest  
 Sénateur  
 Député d'Algoma-Manitoulin-Kapuskasing

**Le 15 mai 2008 – Guelph**

Karen Farbridge  
 Bob Bell  
 June Hoffland  
 Maggie Laidlaw  
 Gloria Kovach  
 Lise Burcher  
 Leanne Piper  
 Karl Wettstein  
 Lloyd Longfield  
 Ken Dardano  
 Cathy Taylor  
 Teresa McKinnon  
 Tracey Vunderink  
 Vicki Gojanovich  
 Heather Burke  
 Judy Coulman  
 Kimberley Rogers  
 Mandeep Sandhu  
 Mark Bailey  
 Paul Zed  
 Judy Sgro

Mairesse de Guelph  
 Conseiller municipal de Guelph  
 Conseillère municipale de Guelph  
 Conseillère municipale de Guelph  
 Conseillère municipale de Guelph  
 Conseillère municipale de Guelph  
 Conseillère municipale de Guelph  
 Conseiller municipal de Guelph  
 Chambre de commerce de Guelph  
 Centraide  
 Centre de bénévolat  
 Garde d'enfants  
 Centre multiculturel  
 Club des petits-déjeuners  
 Services de logement  
 AD VOX Wellington Children's Mental Health  
 Onward Willow  
 Association de quartier  
 Association de quartier  
 Député et porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
 Députée et vice-présidente du caucus libéral urbain

**Le 15 mai 2008 – Mississauga**

Hazel McCallion  
 Katie Mahoney  
 Paul Zed  
 Judy Sgro  
 Albina Guarnieri

Mairesse de Mississauga  
 Conseillère municipale de Mississauga  
 Porte-parole libéral chargé des villes, des collectivités et de l'infrastructure  
 Députée et vice-présidente du caucus libéral urbain  
 Députée de Mississauga-Est-Cooksville

